

## Lieux de richesses

Frédéric Bonnet

Biographie : Frédéric Bonnet est architecte et urbaniste, cofondateur de l'agence Obras. Il a réalisé de nombreux espaces publics (Le Havre, Alicante, Bordeaux, Saint-Étienne, Toulouse) et travaille sur de grands projets urbains dans les métropoles ainsi que sur le développement de projets périurbains et ruraux. Il enseigne à l'Accademia di Architettura di Mendrisio depuis 2008 et co-dirige à Paris-Marne-la-Vallée la formation de postmaster DSA d'architecte-urbaniste. Il a publié de très nombreux articles sur les rapports entre ville, architecture et paysage. Il est cofondateur de la revue *Tous Urbains*, membre de l'Académie d'architecture. Il a reçu le Grand Prix de l'urbanisme en 2014 et a conçu avec le collectif AJAP14 le pavillon français de la 15<sup>e</sup> Biennale d'architecture de Venise. Il a été chargé en 2016 par la ministre en charge de l'Urbanisme, Sylvia Pinel, d'un rapport sur l'aménagement des espaces ruraux et périurbains.

Comment se répartit la richesse sur le territoire ? Tout est question de cadrage et d'échelle, mais aussi de définition de la notion même de richesse, mise en perspective dans la durée.

Si l'on considère de façon orthodoxe la répartition des richesses, les métropoles ont le beau rôle : elles concentrent à la fois la puissance financière, les hauts revenus, les fortes valeurs foncières. En bref, Genève est plus riche que Bordeaux qui est plus riche que Périgueux qui est plus riche que Bujaleuf, village rural de Haute-Vienne. Cela étant dit, on ne progresse guère, et on risque sans cesse de passer à côté de variations plus subtiles. Même la récente crise des gilets jaunes, en France, a montré que les mobilisations sociales ne sont pas si caricaturales que les supposées ruptures territoriales. Le périurbain, ou campagne urbaine, est un ensemble complexe qui fourmille de contrastes. La carte des revenus sur le territoire français en est un signe, judicieusement relevé par le géographe Jacques Lévy (2017) : les métropoles, si elles constituent en effet l'ossature principale de la production de la richesse nationale, sont aussi le lieu où les plus fortes inégalités coexistent : les plus pauvres d'entre nous habitent (si l'on peut dire, certains étant sans abri et mal logés...) au cœur des grandes agglomérations, pour partie dans les centres anciens, mais surtout dans les quartiers dits « sensibles », maltraités par une politique de la ville inadaptée. Symétriquement, les territoires ruraux ne sont pas tous pauvres ou mal dotés : la carte des revenus comme celle de la pauvreté montrent des campagnes<sup>1</sup> très riches, qu'il s'agisse des zones frontalières de la Suisse ou de l'Allemagne, ou du littoral atlantique, par exemple. Tous les ruraux ne sont pas pauvres, tous les urbains ne sont pas riches. Mais il y a

---

<sup>1</sup> J'emploie à dessein le mot de « campagne » pour l'espace rural, ou de « campagne urbaine » pour désigner les espaces périurbains, faisant référence au beau terme proposé par Pierre Donadieu il y a maintenant plus de vingt ans. C'est aussi le terme que j'employais dans le rapport sur l'aménagement des espaces ruraux et périurbains que j'ai remis en janvier 2016 à Sylvia Pinel, alors ministre du Logement et de l'Égalité des territoires. Je préfère ce terme, qui renvoie aux caractéristiques d'un milieu particulier, à ses configurations, plutôt que le mot « rural », un peu vague, qui désigne plutôt un fonctionnement associé à l'agriculture qui, malgré tout, dans bien des situations, demeure marginale. La Picardie ou la Beauce, vastes plateaux d'agriculture industrielle dédiés à l'agroalimentaire mondialisé, sont des espaces ruraux, d'ailleurs très riches... sont-ils pour autant des campagnes ?

aussi des territoires ruraux où les revenus sont très bas, et où subsiste une grande pauvreté accentuée par l'éloignement des services et l'inanité des politiques agricoles. Les petites villes, mais aussi certains hameaux, accueillent une population qui est parfois en grande difficulté, souvent âgée, et comme retirée du monde. Numériquement faible, cette population délaissée intéresse peu les politiques territoriales, et demeure dans l'angle mort des métropoles. Mais là encore, cet abandon n'est que relatif. En traversant l'Aubrac, par exemple, on passe dans des hameaux où les habitations agricoles, encore habitées, sont des demi-ruines, et puis, tout d'un coup, survient un « spot » surpeuplé qui apparaît à l'évidence comme un des temples de la redistribution monétaire.

Il est clair que si l'on définit la richesse uniquement en termes de revenus de la population active, de structure socioprofessionnelle (part de CSP +, de cadres dirigeants) ou de nombre d'entreprises et de hauteur de chiffre d'affaires, de valeurs foncières aussi, tout cela dans une temporalité réduite, sans vision à long terme, alors oui, sans aucun doute, l'espace rural, à quelques exceptions près, ne tient pas la corde avec les métropoles. Mais est-ce le débat ? Le territoire contemporain est bien plus complexe que ces catégories compartimentées ne pourraient le faire croire. La répartition des richesses, les interdépendances entre les activités furent longtemps, à vrai dire, l'essence même de la campagne : les ressources de l'industrie en démultipliaient les richesses, au-delà de l'agriculture. Le bois – pour l'énergie ou le boisage des mines –, les matières premières, parfois le *back office* des grandes industries, à l'image des importantes soieries lyonnaises et de leurs réseaux de passementiers disséminés dans la campagne et de magnaneries de montagne, apportaient à l'espace rural une diversification et des revenus complémentaires non négligeables. Le marché foncier lui-même était marqué par des villégiatures, bien avant le développement du tourisme, qui associait l'action des notables locaux avec les implantations de la bourgeoisie urbaine, occupant l'arrière-pays qu'elle contribuait par ailleurs à développer – la Vénétie en est un exemple historique remarquable, magnifiée par l'architecture de Palladio, qui installait ses merveilles aussi bien à la ville qu'à la campagne, dans un même « écosystème » économique et politique. Plus tard, dans les pays européens, les politiques communautaires et les politiques publiques nationales de redistribution ont largement contribué à conserver à ces espaces ruraux un niveau d'équipement sans aucune proportion avec leur démographie. On oublie parfois que le littoral atlantique, très attractif désormais, plutôt beaucoup plus riche – même à la campagne – que bien des petites villes du Tarn, du Lot, de la Haute-Marne ou de la Haute-Saône, a bénéficié de fonds structurels de l'Union européenne, fort efficaces au demeurant.

Le délaissement contemporain de certaines parties du territoire n'est toutefois pas qu'une impression. Les fabriques, les manufactures étaient installées partout à la campagne, cela jusque dans les années 1970. Ce tissu s'est reconfiguré. Les friches sont innombrables, et le déclin d'un certain espace rural est aussi lié à la désindustrialisation. Cela se voit, il suffit de parcourir le territoire, des vallées surplombant Mazamet aux vallées ardéchoises ou franc-comtoises. Mais, accentuant encore ce phénomène, la déliquescence des services publics, savamment entretenue pas l'idéologie comptable d'un État en retrait, qui culpabilise sans vergogne les plus pauvres, explique aujourd'hui sans doute l'amertume de bien des habitants et des acteurs économiques de la ruralité. Supprimer les trains ou éloigner peu à peu les hôpitaux ne contribue ni à la bonne santé démographique ni au développement économique.

Mais la résilience de ces lieux à l'écart des grandes dynamiques métropolitaines est forte, et leur potentiel change si l'on considère le mot « richesse » selon un autre prisme que monétaire et court-termiste. Si l'on comprend ce dernier en considérant les cobénéfices non monétaires, les ressources à long terme, souvent latentes (eau, énergie, matières premières, biomasse, biodiversité...), mais aussi la richesse humaine, sociale et culturelle ainsi que l'inventivité, alors les écarts se réduisent. Il se pourrait bien que de nouvelles interdépendances, plus fécondes, aient lieu entre campagnes et grandes métropoles.

Plusieurs phénomènes le confirment.

Il existe une réindustrialisation des campagnes, certes marginale, mais plutôt haut de gamme, porteuse d'avenir. Pour des raisons parfois liées à l'accessibilité, mais aussi parce que les terrains sont bien moins onéreux et que l'on peut y vivre plutôt bien avec des revenus pas très élevés, alors qu'ils doivent être bien supérieurs en métropole pour espérer se loger. La qualité de vie devient le moteur de l'activité. La campagne, et plus encore la campagne urbaine, est le lieu naturel d'implantation d'industries nouvelles. Ce renouveau est en partie porté par le secteur de la construction. L'exigence environnementale des nouvelles constructions, et en particulier dans les grandes villes, où les budgets de construction sont plus élevés, privilégie peu à peu les matériaux biosourcés (bois, chanvre, paille, chaume...) et géosourcés (pierre massive, terre crue, terre cuite). Mais où sont ces matériaux ? où sont localisées les usines qui les transforment, les préparent ? Dans l'espace rural, précisément. Comme nous l'avons montré dans l'exposition « Nouvelles Richesses » pour le Pavillon français à la quinzième Biennale d'architecture de Venise (Obras + collectif AJAP14, 2016), l'expérimentation dans ce domaine des nouveaux matériaux (ou actualisation de procédés traditionnels) vient souvent de situations rurales. D'une part, parce que les matières premières sont là – la paille utilisée dans les constructions est tout simplement fournie par des réseaux d'agriculteurs. D'autre part, parce que les programmes, plus petits, sont davantage propices à la mise au point des procédés, souvent très expérimentaux. Il faut obtenir des certifications techniques, faire des essais, discuter souvent avec les acteurs les plus compétents dans le domaine, certains issus de savoirs traditionnels (scieurs, forestiers, maçons ou charpentiers...). La petite taille des projets comme des écosystèmes socioprofessionnels, la proximité entre les acteurs aident beaucoup à ces expériences de partage de connaissances. L'élu, le charpentier, le maître d'ouvrage et l'ingénieur ne sont jamais très loin l'un de l'autre, et leur travail conjoint ne demande pas une énergie et des dépenses inconsidérées. En effet, les nouveaux édifices en terre crue, en bois massif, en béton de chanvre, etc., sont souvent issus de ces espaces ruraux et périurbains. Nous montrions avec « Nouvelles Richesses » l'exemple de Tendon, dans les Vosges, où la commune a élaboré, avec la filière bois locale, un édifice public utilisant le hêtre des forêts proches, une ressource aujourd'hui peu utilisée. Dans un autre contexte, à Nantes ou près de Genève dans l'Ain, notre agence a développé des projets urbains où les constructions sont pensées en amont et en lien avec le développement des entreprises de la région : les scieries et les charpentiers du massif des Bauges, où nous avons réalisé un « atelier des territoires<sup>2</sup> », pourraient ainsi avoir vocation à édifier les nouveaux logements de Ferney-Voltaire.

---

<sup>2</sup> Les « ateliers des territoires », à l'initiative de la direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (administration centrale qui dépend des deux ministères chargés de l'écologie et de l'urbanisme), mènent des réflexions soutenues par l'État auprès de collectivités locales volontaires,

Ce qui est vrai pour la construction l'est aussi pour l'alimentation. L'activation des circuits courts et des filières d'excellence, la distribution de produits de qualité, qui correspond à une préoccupation sanitaire de plus en plus forte, quel que soit le territoire, nourrissent aussi ces relations fertiles entre ville et campagne. On retrouve l'idée forte exposée dans le premier chapitre de la charte d'Athènes qui, dès 1933, rappelait avec force ce qui fut aussi, en son temps, écrit au début des traités d'architecture : le développement des villes ne se pense pas sans les régions qui les accompagnent.

Si les métropoles souhaitent se développer en étant plus soucieuses de l'écologie, elles ne le feront qu'en collaborant avec les forces économiques et la créativité de leur *arrière-pays*, le mot « arrière » retrouvant son sens premier, celui de l'assurance des ressources et de la solidité des racines, et non plus celui qu'il a progressivement pris, à tort, du retard et du retrait.

Cultiver ces liens est un investissement, et le mot « richesse » prend ici un nouveau sens, projeté dans la longue durée. C'est encore plus vrai si l'on pense aux émissions de carbone, et aux ressources naturelles, ou encore à la gestion des risques, à très grande échelle. On modèle aujourd'hui des parties entières de la campagne pour protéger les métropoles des crues. Des prairies des Ardennes, dans la haute vallée des affluents de l'Aisne, se retrouvent inondées pour que Paris n'ait pas en aval les pieds dans l'eau. Sans contrepartie manifeste. On protège des milliers d'hectares de champs pour préserver les ressources en eau potable des villes. Sans contrepartie manifeste. Enfin, lorsque les villes s'interrogent sur leur neutralité carbone, et s'aperçoivent avec effroi que non, décidément, elles n'atteindront pas cet objectif salubre au sein de leur périmètre, ni même à l'échelle de leur département, et qu'il faudra compter avec les Landes, la Corrèze et, au-delà, avec l'ensemble de la biomasse des campagnes, alors soudain une interdépendance économique intense transparaît. Tout d'un coup, la métropole contracte une dette, durable, loin d'être anodine – le sens de la richesse s'inverse – et elle pose une question politique. Il appartient désormais aussi aux espaces ruraux de gérer de manière beaucoup plus proactive cette dette, qui n'est pas virtuelle, avant qu'elle ne se retrouve aux mains de grands groupes privés, au bénéfice de quelques-uns, selon une forme de nouveau colonialisme. Lequel est déjà en marche : envisager de privatiser les ouvrages hydroélectriques, par exemple, n'est rien d'autre qu'un vol de ressources. La compensation carbone, l'exploitation des matériaux écologiques, etc., pourraient bien faire l'objet d'un détournement similaire. Si la campagne veut retrouver la relation féconde qu'elle a eue avec les villes de la Renaissance et de la période industrielle, elle devrait mobiliser ses forces politiques et citoyennes pour faire en sorte que ces échanges, s'ils profitent aux grandes aires urbaines, profitent en premier lieu au développement local. C'est un défi fort stimulant.

---

pour réfléchir de manière transversale, en associant niveau local et services déconcentrés de l'État, sur des thématiques telles que les loi Montagne et Littoral, le périurbain, le paysage dans l'aménagement, les territoires en mutation soumis aux risques, etc. Des sessions thématiques sont lancées chaque année sur une série de sites sélectionnés. Avec ses partenaires, notre agence a effectué dix études de ce type, d'une durée d'un an environ, sur des territoires aussi divers que la Corrèze, les vallées industrielles de Lorraine, Mayotte, le Val de Tours ou le Val d'Argens, etc.

## Références bibliographiques

LEVY, Jacques (dir.), *Atlas politique de la France. Les révolutions silencieuses de la société française*, Paris, Autrement, 2017.

OBRAS + COLLECTIF AJAP14, *Nouvelles Richesses*, Obras + Collectif AJAP14, Liège, Éditions Fourre-Tout, 2016.